

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Une-colombe-elue-a-Bogota>

Une colombe élue à Bogotá

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 30 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Benito Perez

[La Gauche](#), 28 Octobre 2003

La lueur est ténue. Mais après des décennies de ténèbres, bien des Colombiens ne demandent qu'à écarquiller les yeux. La facile élection dimanche du politicien progressiste Luis « Lucho » Garzon à la Municipalité de Bogotá -7 millions d'habitants sur 43 millions de Colombiens- constitue un événement dont on n'a pas fini de mesurer l'impact dans un pays déchiré par quarante ans de guerre civile. Surtout que cette élection-surprise est intervenue après que le président d'extrême droite Alvaro Uribe a subi son plus cuisant revers avec le rejet, samedi, de ses dix-huit référendums présentés aux citoyens.

Mais revenons à « Lucho » et à son alliance de centre gauche, le « Pôle démocratique ». Pour décrire le choc provoqué par sa victoire, il suffit de la placer dans une perspective historique : c'est tout bonnement la première fois que le duo bourgeois Parti libéral-Parti conservateur est exclu d'un tel poste de pouvoir en Colombie. Et pour cause, jusqu'à présent, à chaque fois que la gauche parvenait à se constituer en force politique de poids, ses leaders étaient exterminés. Qu'on se souvienne du dramatique épisode de l'Union patriotique, suscitée dans les années 1980 par les Forces armées révolutionnaires (FARC), qui fut décimée -4000 morts !- dès ses premiers succès électoraux. Soulignons d'ailleurs que les meurtres politiques furent l'une des causes de la naissance, dans les années 1960, des guérillas. Comble de la revanche : « Lucho » Garzon a une autre particularité « infamante » : c'est un ancien dirigeant de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), l'autre bête noire de l'establishment, dont des militants paient presque quotidiennement de leur vie leur engagement...

Enfin, cette victoire remportée face à un proche du pouvoir intervient malgré le soutien inconditionnel des médias (c'est un euphémisme...) à la politique du président. Qui plus est, le coup est porté par celui qui se présente comme l'antithèse d'Alvaro Uribe. Activiste de la paix par la négociation sociale, il fut -en autres- membre du Conseil national de la paix, de la Commission de conciliation nationale et de la Commission « facilitatrice » pour le dialogue avec la guérilla ELN...

Première victime de la violence, le mouvement social, malgré ses divisions, ne s'est pas trompé et s'est rangé, presque unanime, derrière « Lucho ». Mais les 47% obtenus dimanche démontrent surtout qu'un grand nombre de Colombiens situés au centre ou à droite de l'échiquier politique en ont fait de même. Rappelons que lors de la présidentielle de mai 2002, M.Garzon n'avait pu faire mieux que 7% face aux 53% du rouleau compresseur d'extrême droite.

Que s'est-il passé depuis ?

D'abord, la politique belliciste du président a montré son visage hideux. Et ses limites. Loin de parvenir à affaiblir les guérillas, les mesures sécuritaires attisent au contraire les flammes du conflit. Sommés de devenir complices de la répression, des centaines de milliers de civils sont aujourd'hui précipités dans la guerre. S'ils collaborent, ils deviennent la cible des guérillas, s'ils restent neutres, ils sont persécutés par les militaires et leurs alliés paramilitaires.

Les braises de la violence sont aussi attisées par les contre-réformes du libéral-conservateur Alvaro Uribe. En un an et demi de pouvoir, ce riche héritier latifundiste a donné un fulgurant coup d'accélérateur au démantèlement de l'Etat de droit et social. Par exemple, dans un pays qui compte ses déplacés de la violence par millions, il a facilité l'enregistrement des terres « abandonnées » par leurs nouveaux propriétaires. Au grand bonheur des paramilitaires et de leurs commanditaires avides d'agrandir leurs domaines à bon compte. Ou encore, en assenant le coup de grâce au processus institutionnel de réforme agraire. « Cette guerre ne profite qu'aux riches », résumait hier un

syndicaliste colombien de passage à Genève. Et cela plus que jamais : alors que 5000 familles colombiennes possédaient en 1999 48% des terres, quatre ans plus tard, elles en captent 53%.

Combien en 2010 ?

Face à cette impasse, les Colombiens s'aperçoivent peu à peu d'une chose : pour sortir le pays de la spirale guerrière, il faut impérativement intégrer le mouvement social et ses revendications aux instances démocratiques. Pour cela, « Lucho » Garzon et son discours pragmatique, ses racines syndicales, bref, son profil « luliste » offrent une voie praticable. Certes, la Colombie n'est pas le Brésil et le fragile Pôle démocratique n'est pas le puissant Parti des travailleurs. Mais le sillon mérite d'être creusé.